



LA MARTINIQUE DANS SON ENVIRONNEMENT RÉGIONAL

Quelles perspectives d'intégration
caribéenne ?

13/05/2026

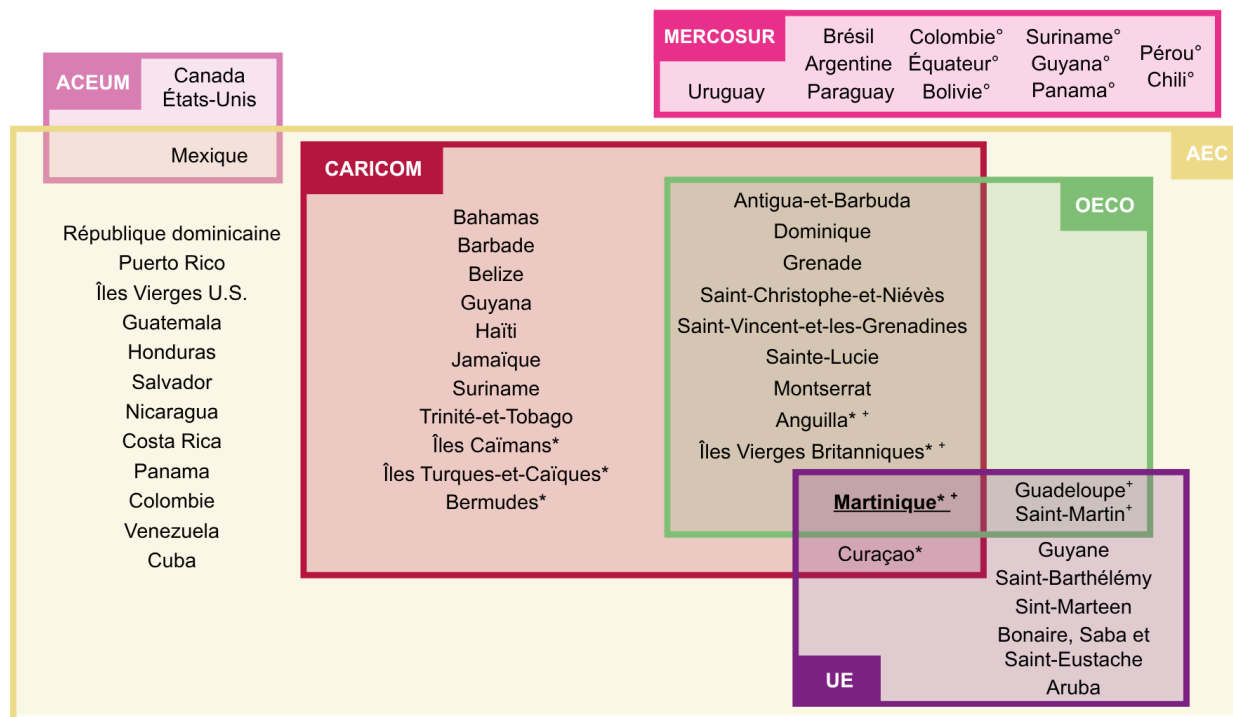
PARTIE 1

PANORAMA DES ORGANISATIONS ET DES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Étapes clés de l'intégration régionale caribéenne



La place de la Martinique au sein des organisations caribéennes



* : membre associé CARICOM, + : membre associé OECO, ° : membre associé MERCOSUR

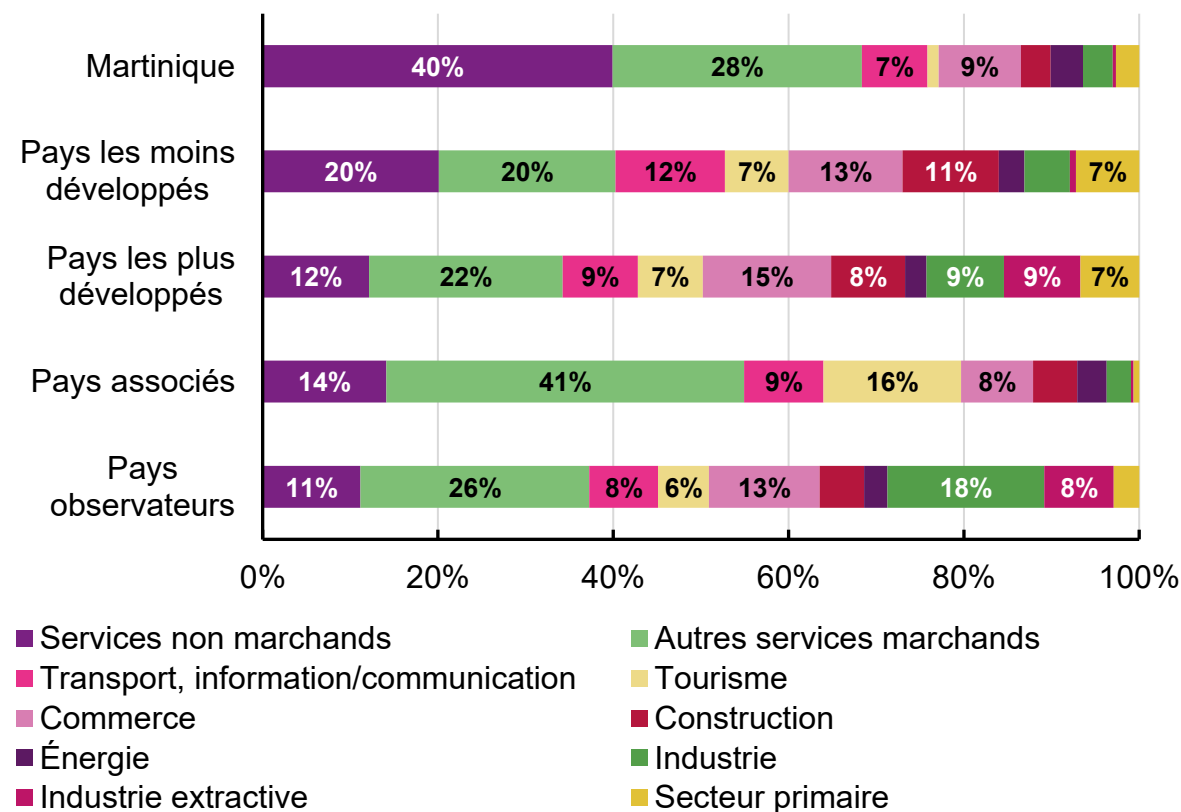
Source : DSOM

- Membre associé OECO, AEC, CARICOM, ce qui permet un positionnement stratégique et diplomatique sur l'ensemble du bassin caribéen avec un accès facilité aux informations et aux échanges régionaux
- Inscription de la Martinique dans un cadre institutionnel français et européen (statut de DROM et de RUP) ce qui peut limiter son champ d'action
- Quelques domaines dans lesquels la Martinique peut s'impliquer : le climat, les risques naturels, la culture, la connectivité régionale, la santé, l'éducation, les transports, etc.
- À la suite de sa récente adhésion à la CARICOM en tant que membre associé, le champ d'action de la Martinique restera limité aux actions citées ci-dessus

Des disparités notables entre la Martinique et les autres territoires de la Caraïbe

- Des niveaux de développement contrastés : PIB/hab de 31 817 \$ en Martinique contre en moyenne 17 085 \$ pour les pays membres de la CARICOM en 2024
- Des modèles économiques hétérogènes avec des dynamiques sectorielles et des spécialisations productives spécifiques :
 - Poids important du secteur tertiaire non marchand en Martinique (services = 68% de la valeur ajoutée)
 - Part significative de l'activité économique repose sur l'exploitation de ressources naturelles dans certains territoires
 - Part significative de certains autres secteurs d'activité (construction, tourisme, industrie) dans les pays de la Caraïbe en comparaison avec la Martinique

Valeur ajoutée par secteur d'activité (%)
(Comparaison avec les pays de la CARICOM)



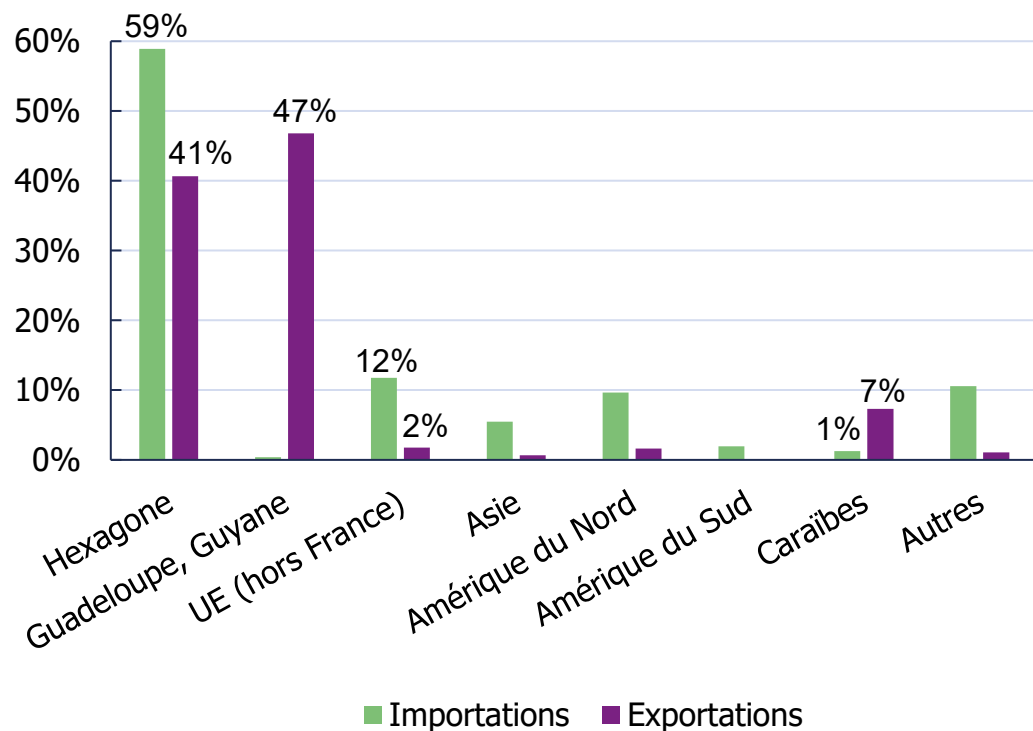
Sources : UN, Insee

PARTIE 2

LES ÉCHANGES RÉGIONAUX ET LES DYNAMIQUES D'INTÉGRATION

Des échanges mineurs entre la Martinique et la Caraïbe

Répartition des échanges en volume de la Martinique
(%, moyenne de 2015 à 2025)

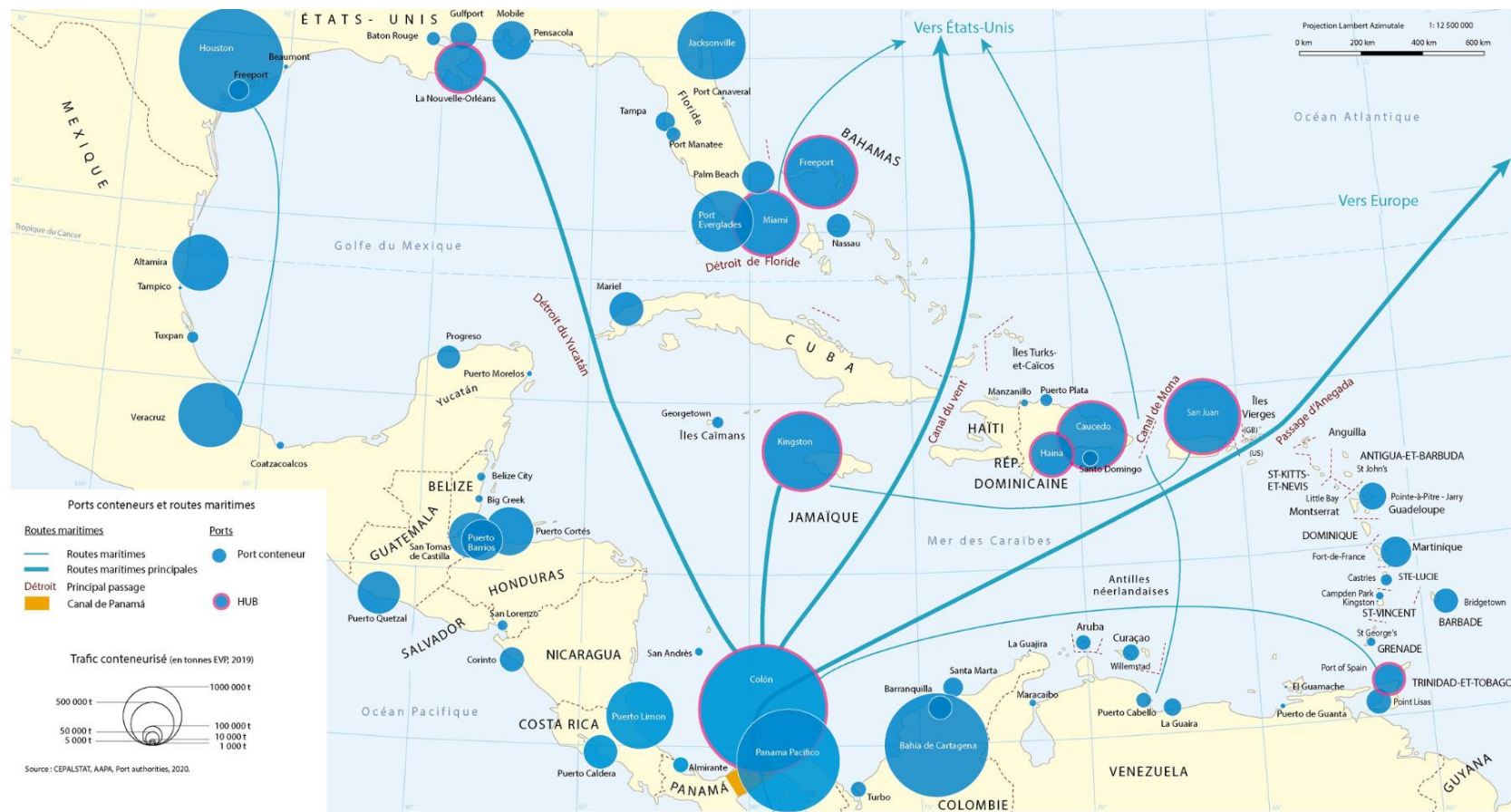


- Des échanges plutôt orientés vers l'Hexagone et le marché européen pour la Martinique
- Un commerce extérieur caribéen tourné vers les États-Unis (41% des importations et 25% des exportations, contre environ 8% d'échanges intrarégionaux)
- Des relations commerciales peu présentes entre la Martinique et les pays voisins :
 - o 1% des importations et 7% des exportations de la Martinique
 - o Pays de la CARICOM avec lesquels la Martinique échange le plus : Trinité-et-Tobago, le Suriname, Antigua-et-Barbuda, la Jamaïque
 - o Principaux produits échangés : majoritairement des produits pétroliers, importations d'engrais, exportations de sable / cailloux, quelques importations de produits alimentaires en provenance de la République Dominicaine, la Colombie, etc.

Source : Douanes françaises ; calculs IEDOM

Le développement des routes maritimes au cœur de la stratégie d'intégration régionale

- Le commerce de marchandises dans la Caraïbe repose principalement sur le transport maritime (19 lignes maritimes)
- Premiers ports de la zone Caraïbe situés au Panama
- Le port de Kingston en Jamaïque est le premier de la CARICOM (La Martinique est 6ème)
- Objectif de développement du transport maritime (optimisation des chaînes logistiques, harmonisation de la réglementation douanière etc.)
- Projet de « Hub Antilles » – objectif : transformer la Martinique et la Guadeloupe en hub de transbordement et de redistribution régionale (360 M€)



Des dynamiques d'intégration régionale au-delà des échanges commerciaux



Interreg Caraïbes
Fonds européen de développement régional

BÂTIR ENSEMBLE LA CARAÏBE
www.interreg.caraibes.fr - Interreg Caraïbes

- Emploi & Innovation
- Risques Naturels
- Environnement naturel & culturel
- Santé Publique
- Energies Renouvelables
- Capital Humain



PARTIE 3

OPPORTUNITÉS ET ENJEUX DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE MARTINICAISE

Un levier pour réduire le coût d'approvisionnement dans un contexte de vie chère



Un risque de fragilisation des filières locales dû à une concurrence accrue



Un potentiel commercial pour les entreprises martiniquaises



Opportunités et enjeux de l'intégration régionale martiniquaise

Des contraintes liées au cadre réglementaire français et européen



Une coopération régionale pouvant s'élargir à des enjeux communs



Des mesures nécessaires pour accompagner et protéger les secteurs locaux



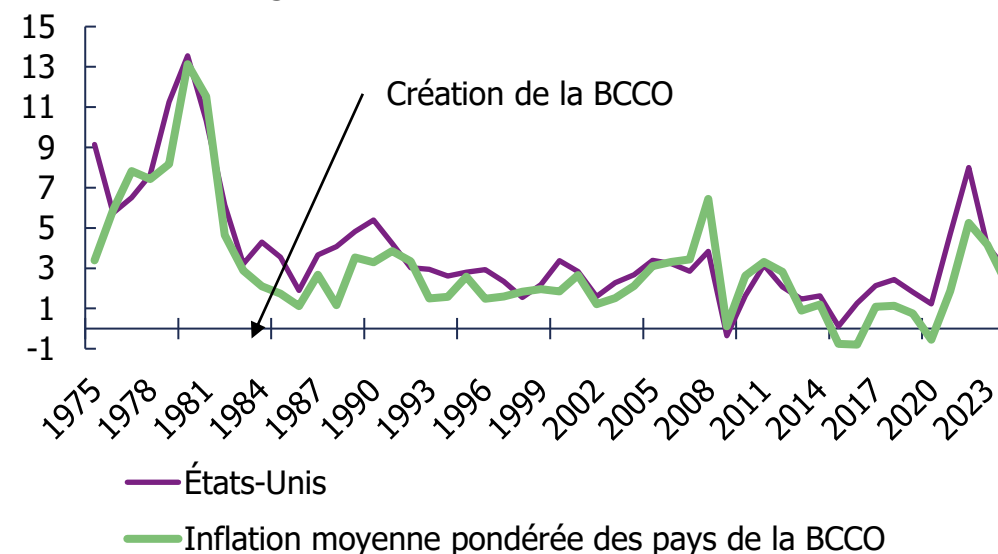
ANNEXES

La Banque Centrale des Caraïbes Orientales : une union monétaire au cœur de la Caraïbe

- Création en 1983, huit États membres : Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Anguilla et Montserrat
- Une des quatre unions monétaires dans le monde avec la BCE, la BÉAC, et la BCEAO
- Monnaie unique : le dollar des Caraïbes orientales (EC\$), arrimé au dollar américain (1\$ pour 2,7EC\$)
- Mission principale : assurer la stabilité monétaire, la supervision et la régulation du secteur financier
- Avec 2 Md\$ de réserves couvrant 97% de ses engagements, la BCCO sécurise le taux de change fixe (EC\$/USD = 2,7) et peut fournir des USD pour amortir les chocs (catastrophes, Covid)

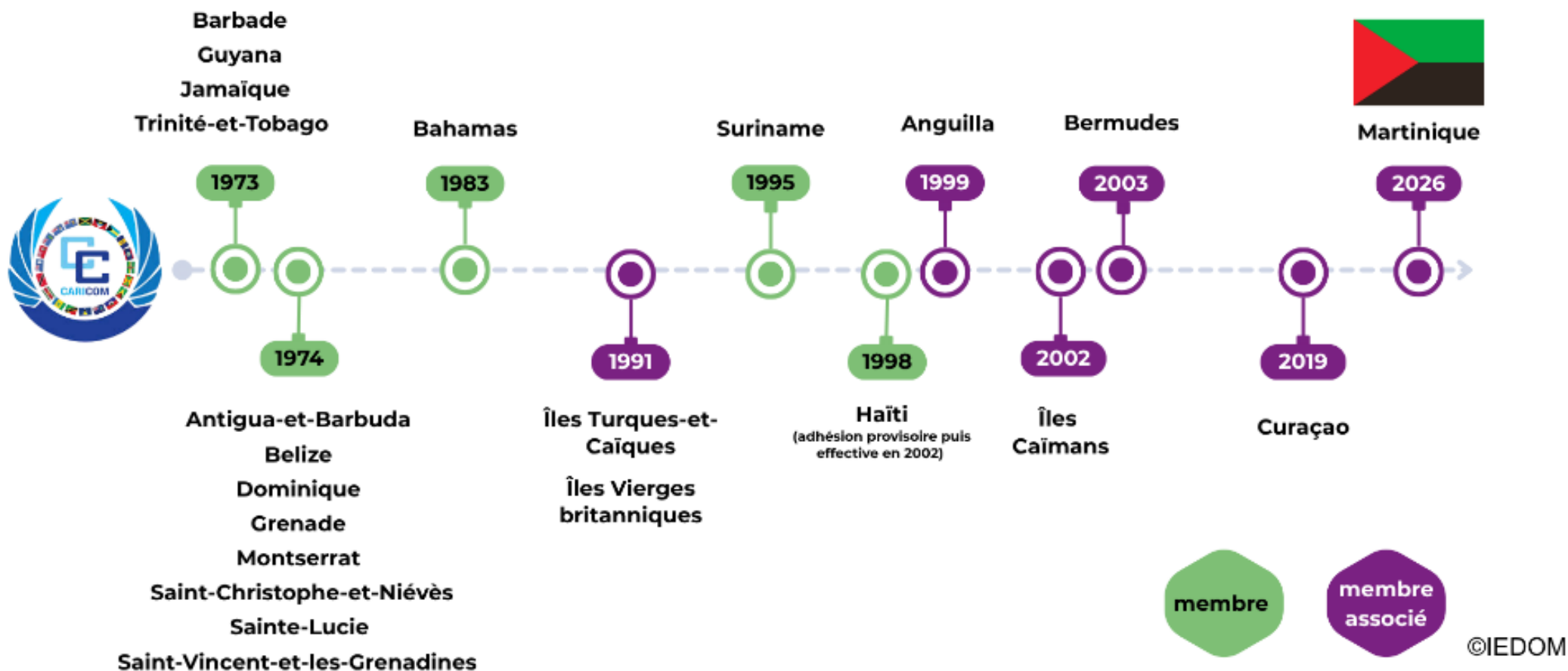


Inflation moyenne pondérée des pays de la BCCO (%)

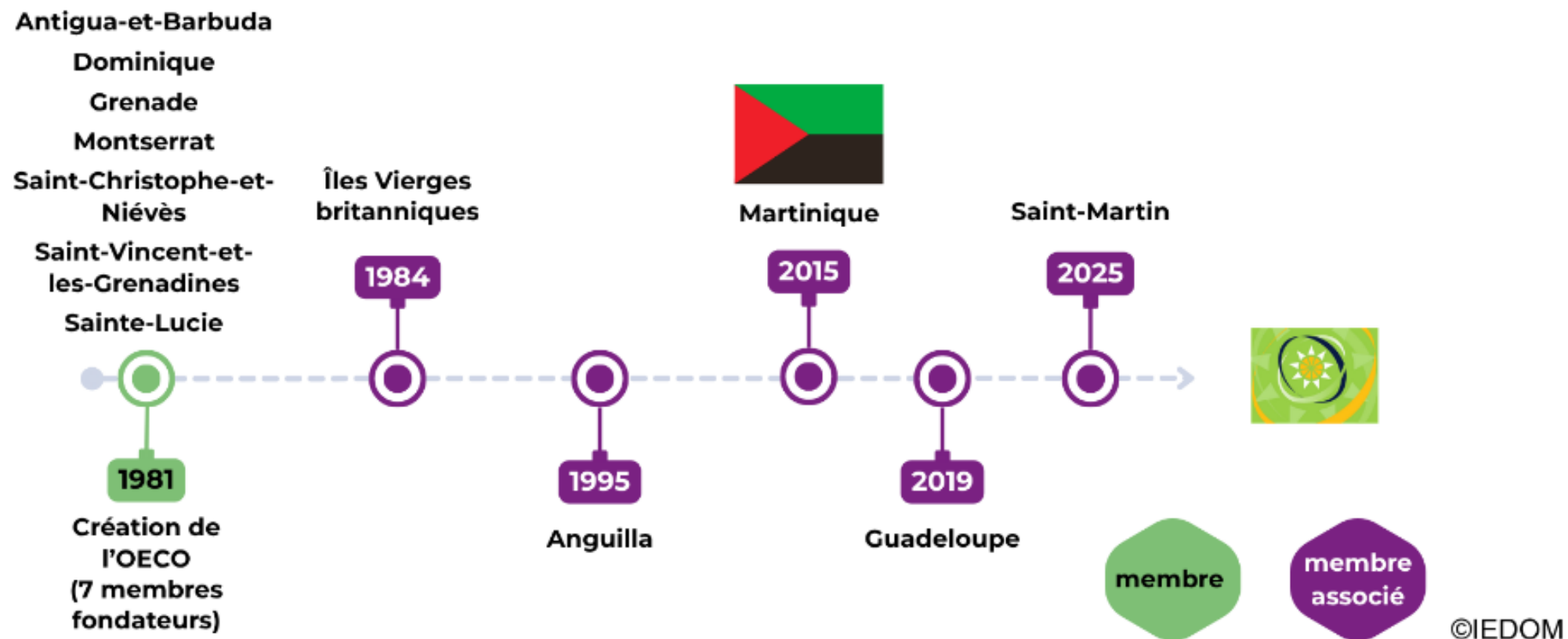


Source : Banque mondiale

Chronologie d'adhésion des pays à la CARICOM



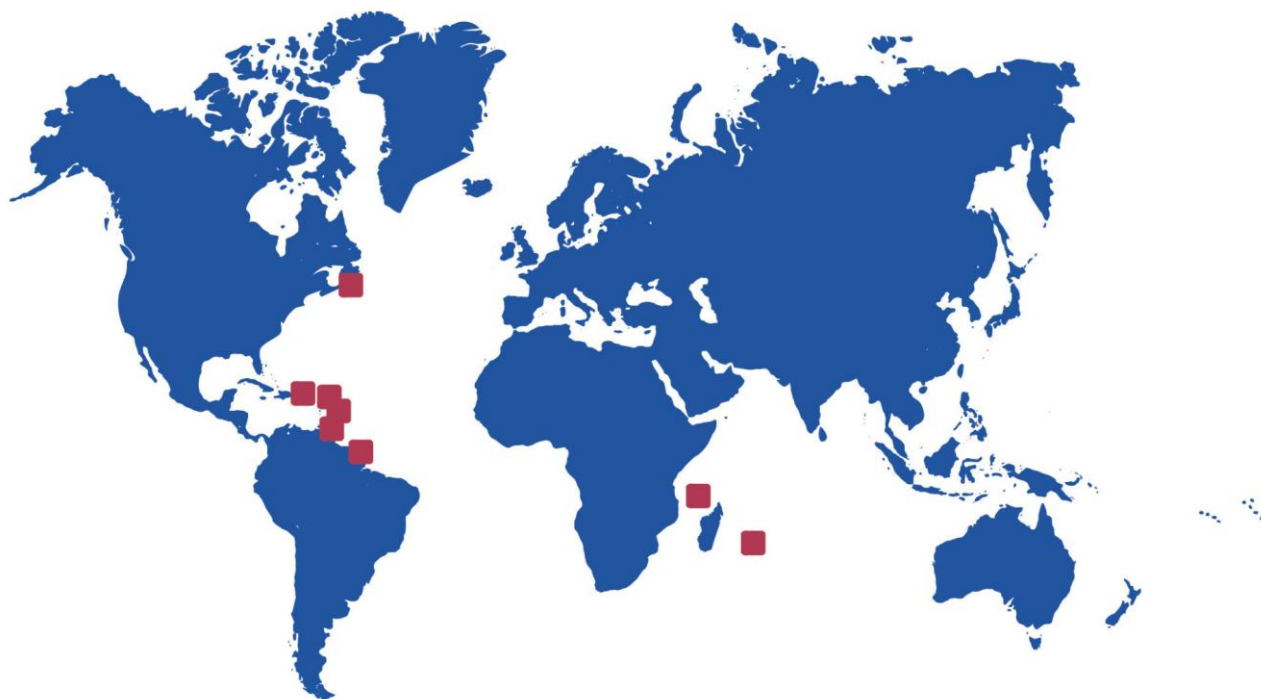
Chronologie d'adhésion des pays à l'OECD





Siège
Paris

Agences IEDOM
Guadeloupe /
Guyane /
La Réunion /
Martinique / Mayotte /
Saint-Pierre-et-Miquelon



www.iedom.fr

